

---

# Régimes pour la lutte contre le blanchiment de capitaux et la transparence de la propriété effective

Présentation pour ParlAmericas

4e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert

Au-delà des murs du parlement: renforcer le contrôle parlementaire

Quito, Équateur | 12-14 mars 2019



# Politiques actuelles du FMI



- Le FMI a récemment approuvé une révision de ses politiques dans le document de gouvernance de 2018.
- ALA / CFT est déjà couvert par les politiques du FMI. 2012 sa dernière révision.
- Il existe des synergies claires entre les mesures ALA et les mesures anti-corruption

# Principaux aspects des régimes de lutte contre le blanchiment de capitaux.



- 
1. Risque, politique et coordination
  2. Coopération internationale
  3. Contrôle
  4. Mesures preventives
  5. Personnes morales et constructions juridiques
  6. Renseignements financiers
  7. Enquêtes et poursuites en matière de blanchiment de capitaux
  8. Confiscation
  9. Enquêtes et poursuites en matière de financement du terrorisme
  10. Mesures préventives et sanctions financières en matière de financement du terrorisme
  11. Sanctions financières en matière de financement de la prolifération

# Principaux aspects des régimes de lutte contre le blanchiment de capitaux.



---

## 4. Mesures preventives

### Personnes politiquement exposées (PPE)

L'expression personnes politiquement exposées (PPE) étrangères désigne les personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques dans dans le pays ou un pays étranger, par exemple, les chefs d'État et de gouvernement, les politiciens de haut rang, les hauts responsables au sein des pouvoirs publics, les magistrats et militaires de haut rang, les dirigeants d'entreprise publique et les hauts responsables de partis politiques.

La notion de PPE ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories ci-dessus.



# Standards internationaux sur la propriété effective

---

**Propriété effective  
(PE)  
Glossaire**

**Le propriétaire effectif se réfère à la ou aux personnes physiques qui appartiennent ou contrôlent ultimement un client et/ou la ou les personnes physiques au noms desquels une transaction est effectuée. Ceci comprend également les personnes qui exercent en dernier ressort un contrôle effectif sur une personne morale ou une construction juridique.**

**Évaluer les risques de blanchiment de capitaux /financement du terrorisme (BC / FT) associés aux véhicules de l'entreprise**

**Prendre des mesures pour prévenir l'utilisation abusive des véhicules de l'entreprise pour BC / FT**

**Veiller à ce que les autorités aient accès à des informations utiles, exactes, adéquates et en temps utile sur la propriété effective**

# Principales considérations pour garantir que la législation pertinente est effectivement mise en œuvre



- **Idée clé - Le cadre juridique devrait garantir que les véhicules de l'entreprise ne soient pas utilisés à mauvais escient et que les autorités compétentes aient à leur disposition des informations sur leurs propriétaires effectifs.**
- Prévenir les abus.
- Assurer la transparence.
- Informations sur la propriété effective précises et à jour disponibles pour les autorités.
- Informations de base disponibles publiquement.
- Sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives.
- Les personnes morales et les accords ne sont pas attrayants pour les criminels.
- Possibilité d'échange d'informations nationales et internationales.

# Différentes sortes d'informations et mécanismes possible pour enregistrer l'information sur la propriété effective (PE)



- #1: Registre des sociétés - Registre des sociétés pour obtenir et conserver des informations actualisées sur la PE
- #2: Entreprises - Les entreprises obtiennent et conservent des informations à jour sur les PE ou prennent des mesures raisonnables pour identifier les PE
- #3 Informations existantes - Informations du registre - FI et EPNFD - Entreprises - Autres autorités

Semblable pour Express Trusts - le syndic détient des informations de base et de PE sur les parties  
D'autres autorités et entités peuvent enregistrer des informations sur la confiance: Registres de confiance



# Problèmes de mise en oeuvre

Problème	Commentaire
<b>Évaluation limitée du risque</b>	Certains pays n'avaient pas évalué de manière exhaustive les risques de BC / FT associés aux véhicules d'entreprises.
<b>Utilisation des informations existantes</b>	La dépendance vis-à-vis des IF est affectée par un CDD déficient ou une conformité / supervision limitée. La dépendance vis-à-vis des EPNFD est affectée par l'absence de réglementation ou de faibles niveaux de conformité.
<b>Sanctions et surveillance limitées</b>	Des sanctions limitées peuvent être appliquées en cas de non-respect des lois établies pour améliorer la transparence, quel que soit le mécanisme utilisé.
<b>Vérification limitée des informations du registre</b>	La collecte d'informations sur les PE par les registres peut ne pas inclure de vérification. Un registre peut ne pas être bien financé pour identifier et sanctionner les cas de non-conformité et pour garantir que les données sont accessibles rapidement.
<b>L'information actualisée et à jour est un défi</b>	Les autorités compétentes peuvent ne pas avoir accès en temps utile aux informations détenues par les autorités, les entreprises elles-mêmes ou les IF / EPNFD. Des contrôles limités peuvent être nécessaires pour garantir que les informations de la BO sont mises à jour.
<b>Pas d'approche à taille unique</b>	Les mécanismes efficaces varieront considérablement d'une juridiction à l'autre. Il doit être adapté aux circonstances spécifiques du pays.



# L'importance de la coopération internationale

---

- Les pays doivent disposer d'un système d'information efficace sur le FB pour pouvoir assurer une bonne coopération internationale.
- Un système infectieux peut affecter d'autres domaines:
  - Mesures préventives (DDC)
  - Sanctions financières dirigées
  - Contrôle
  - Enquêtes criminelles



# Quelques résultats d'évaluations du GAFI

Jurisdiction (click on the country name to go to the report on <a href="http://www.fatf-gafi.org">www.fatf-gafi.org</a> )	Report Type	Report Date	Assessment body/bodies	IO5
<a href="#">Antigua &amp; Barbuda</a>	MER	Jul-18	CFATF	ME
<a href="#">Bahamas</a>	MER+FUR	Dec-18	CFATF	ME
<a href="#">Barbados</a>	MER	Feb-18	CFATF	ME
<a href="#">Canada</a>	MER	Sep-16	IMF/FATF/APG	LE
<a href="#">Colombia</a>	MER	Nov-18	GAFILAT	ME
<a href="#">Costa Rica</a>	MER+FUR	Oct-18	GAFILAT	LE
<a href="#">Dominican Republic</a>	MER	Sep-18	GAFILAT	ME
<a href="#">Guatemala</a>	MER+FUR	Oct-18	CFATF/ GAFILAT	ME
<a href="#">Honduras</a>	MER	Jan-17	GAFILAT	LE
<a href="#">Jamaica</a>	MER	Jan-17	CFATF	LE
<a href="#">Mexico</a>	MER	Jan-18	IMF/FATF/GAFILAT	ME
<a href="#">Nicaragua</a>	MER+FUR	Jan-19	GAFILAT	LE
<a href="#">Panama</a>	MER+FUR	Jan-19	GAFILAT	LE
<a href="#">Peru</a>	<a href="#">MER</a>	<a href="#">Feb-19</a>	<a href="#">GAFILAT</a>	<a href="#">LE</a>
<a href="#">Trinidad and Tobago</a>	MER	Jun-16	CFATF	ME
<a href="#">United States</a>	MER	Dec-16	FATF/APG	LE

---

Merci!

